Archives orales et histoire des organisations

Archives orales et histoire des organisations

Conférences de l'année 2013-2014

Florence Descamps

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ashp/1741>

DOI : 10.4000/ashp.1741

ISSN : 1969-6310

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 234-236

ISSN : 0766-0677

Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 146 | 2015, mis en ligne le 05 octobre 2015, consulté le 11 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/1741> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ashp.1741>

ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M^{me} Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2013-2014 : I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine culturel immatériel ?* (premier semestre). — II. *Étude de cas. L'histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle. Les années Mitterrand. D'une alternance à l'autre* (second semestre).

I. *Des archives sonores à la mémoire orale : la « fabrique » d'un patrimoine immatériel ?*

L'articulation qui peut exister entre oralité, histoire, mémoire et patrimoine a précocement fait en France l'objet de questionnements de la part des sciences sociales ; elle a donné lieu à des pratiques d'enquête originales, appuyées sur l'innovation technologique en matière de prise de son et d'images. Le premier axe d'étude consiste à établir la généalogie et l'histoire de ces pratiques, depuis les premières fixations conservatoires et scientifiques de la parole dès avant le tournant du xx^e siècle jusqu'aux actuelles enquêtes de mémoire orale filmées et à étudier les configurations scientifiques et sociales qui permettent leur émergence (archives de la parole, traditions orales, ethnographie et ethnomusicologie, histoire orale, archives orales, témoignages oraux, enquêtes orales, patrimoine oral, mémoire orale, etc.).

Le deuxième axe consiste à étudier comment ces pratiques d'enquête, qui relèvent clairement des sciences sociales, se sont doublées (ou non) de pratiques de patrimonialisation. Depuis les Archives de la parole créées en 1911 au sein de la Sorbonne jusqu'à la notion de « patrimoine culturel immatériel », élaborée puis installée par l'UNESCO en 2003, le séminaire s'interroge sur la manière dont la parole enregistrée et la mémoire mise en parole se trouvent elles aussi prises dans la « fabrique » du patrimoine. Quel est le rôle de la demande sociale en matière de mémoire ? En quels termes et par quels canaux s'exprime-t-elle ? Quels acteurs se saisissent actuellement de cette demande sociale et cherchent à y répondre ? Quels sont les indices ou les critères qui permettent de parler de *patrimonialisation* de la parole et de la mémoire ? Quelles compétences professionnelles se sont construites pour répondre à cette demande ? Y a-t-il des résistances à ce mouvement ? Peut-on parler d'un patrimoine oral en France ? À quelles conditions peut-on parler d'un patrimoine mémoriel ou immatériel ?

Le troisième axe vise à analyser les effets de l'adjonction de l'image animée et à réfléchir à ce que l'ajout de la caméra fait à la production du récit autobiographique, au récit de pratiques ou au récit d'expérience et à leur patrimonialisation. Pourquoi filmer les entretiens ? Comment ? Quels dispositifs filmiques adopter ? Comment analyser et valoriser les images produites ? L'image accélère-t-elle ou infléchit-elle le processus de patrimonialisation ?

Le quatrième axe de travail est pratique ; il s'inscrit délibérément dans une démarche d'ingénierie patrimoniale et historique et souhaite donner aux étudiants les outils méthodologiques, scientifiques, juridiques, éthiques et réflexifs nécessaires pour répondre à la demande en matière de mémoire et de patrimoine oral. Le séminaire a été suivi par les étudiants du master 2 de l'université Paris-I, « Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen »¹, ainsi que par des auditeurs professionnels et des chercheurs directement impliqués dans des collectes de témoignages oraux.

Pour appuyer cette réflexion, trois collections de témoignages oraux à caractère patrimonial, mémoriel et historique ont été étudiées au cours du séminaire : *Mémoires orales des industries du bord de l'eau des Pays Asses, Vaisse, Verdon et Var*, par Corinne Cassé, ethnologue, membre de l'association Mémoires vives ; *Paroles de banquiers*, par Marjolaine Meschaert, archiviste de la Société générale et Laure Quennouëlle, directrice de recherches au CNRS et historienne des banques ; *La mémoire et les mémoriaux de la dictature communiste en ex-RDA*, par Élisabeth Méier, étudiante en master 2. Ces trois expériences de réalisation d'enquêtes orales ou filmées, déposées, archivées, documentées et valorisées, ont permis d'analyser les processus de patrimonialisation en cours, dans des contextes très différents – une grande organisation bancaire en quête de son histoire dans le cadre de la préparation d'un centenaire, des territoires en recherche de valorisation touristique à travers un patrimoine industriel et technique, des musées de l'expérience traumatique de la détention politique. Les outils de valorisation, de documentation, de diffusion et de restitution ont fait l'objet d'une attention particulière.

II. Histoire orale du ministère des Finances au XX^e siècle

Le second semestre est consacré à une étude de cas en histoire orale. Depuis plusieurs années, le séminaire propose des matériaux pour une histoire du ministère des Finances au xx^e siècle, à partir de l'apport croisé des sources écrites et des sources orales et à travers la confrontation des *points de vue* entre chercheurs et témoins, entre historiens économiques, historiens de l'administration, historiens du politique, économistes et politistes. Le questionnement porte sur la contribution du ministère des Finances à l'élaboration, à la décision et à l'application des successives politiques économiques et financières menées en France. La perception par les différentes directions centrales des enjeux économiques et financiers auxquels a été confrontée la France, qu'ils soient nationaux ou internationaux, la culture politique, économique et technique des dirigeants administratifs, la capacité des services à élaborer des solutions en réponse aux problèmes du moment, le choix des dispositifs administratifs destinés à la mise en œuvre des politiques publiques concernées, la construction du couple

1. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments de l'héritage historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture générale (histoire, histoire de l'art, patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, gestion de projet, valorisation patrimoniale). Les étudiants du master rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation ; il leur est proposé de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter un projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins une interview réalisée et analysée.

décideur / expert, le rôle des « entourages » et la chronologie fine du processus décisionnel font l'objet d'une attention particulière.

Dans la mesure du possible, le séminaire s'efforce d'organiser, sur un même thème ou sur une même séquence chronologique, le dialogue croisé entre des contributions universitaires et des témoignages oraux des acteurs oculaires directs. Les séances sont enregistrées ; lorsque l'orateur l'autorise, son témoignage est versé dans les archives orales du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, au ministère des Finances, à destination des chercheurs.

Depuis 2012, le séminaire explore le premier septennat de François Mitterrand. Remettant en cause les ruptures et les continuités communément établies par l'étude des discours, le séminaire s'efforce d'établir une chronologie fine du changement, tout en l'insérant dans une perspective plus longue d'ouverture internationale, de libéralisation et de construction européenne (1976-1986). La séquence de 1981 apparaît dès lors comme une « parenthèse » dans une décennie dont les scissions s'établissent en autant d'inflexions incrémentales, prises soit sous la contrainte extérieure soit dans l'objectif de restaurer des marges de manœuvre politique pour les successifs gouvernements français : 1982 ; 1983 ; 1984 et 1986. Au tournant dramatisé et mythologique de la rigueur en mars 1983 répond le virage discret mais non moins décisif de la politique de libéralisation bancaire et financière de 1984, accentué et prolongé par la gestion du gouvernement Chirac.

Plusieurs *points de vue* ont été restitués grâce aux témoignages oraux de hauts fonctionnaires : l'échelon des cabinets ministériels (Christian Sautter à l'Élysée en 1981-1983 ; André Gauron, conseiller de Pierre Bérégovoy en 1984-1986 ; Xavier Blandin, conseiller technique au cabinet d'Édouard Balladur, 1986-1988) ; l'échelon de l'expertise technocratique et des directions centrales du ministère des Finances (Philippe Dumas, Service de législation fiscale, 1976-1986 ; Michel Prada, directeur de la Comptabilité publique puis du Budget, 1978-1988) ; Emmanuel Rodocanachi, chef de service à la direction du Budget, 1981-1986). Enfin, le déménagement du ministère des Finances, la construction de Bercy et l'épisode du retour au palais du Louvre d'Édouard Balladur, ministre de l'Économie et des finances (1986-1988), dans le gouvernement de Jacques Chirac, ont été analysés comme le lieu d'un affrontement politique majeur et comme une *arène* spectaculaire de la cohabitation entre l'Élysée et le gouvernement Chirac.